CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL · COMMISSION AD HOC

LA POSITION ET LE DESTIN DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO FACE AUX ENJEUX GEOPOLITIQUES

Contexte

Conformément à la Décision no 11/ CES/ BUREPRES/ 2024 du 21 octobre 2024, une Commission ad hoc a été mise en place sur la Géopolitique congolaise « afin de mieux cerner les enjeux du moment pour le pays » (article 2), et plus précisément sur « la position et le destin de la République Démocratique du Congo face aux enjeux géopolitiques ».

Le grand défi d'un tel exercice en Commission ad hoc, donc en mission ponctuelle et tactique, est de suivre les évolutions de la géopolitique, en ce qui concerne non seulement la portée géographique, politique et historique dans les enjeux nationaux et internationaux, mais aussi de traquer au quotidien la « marche du monde et de la nation » dans ses leurres et ses lueurs.

Accélération de l'actualité géopolitique

Depuis la publication de la Décision du Président du CES concernant la Commission ad hoc, le 21 octobre 2024, des évènements déterminants se sont imposés au jour le jour.

- **Au niveau international** :

- la poursuite des guerres meurtrières en Ukraine et au Proche-Orient ;
- la fin du mandat du Président américain Joe Biden et sa visite en catastrophe pour des « raisons d'« affaires » et de « géopolitique » en Angola (décembre 2024) ;
- la prise de fonction du Président américain élu Donald Trump, avec ses nombreux Décrets (février-mars 2025) afin de revendiquer la suprématie américaine ;
- les nombreuses réunions « COP » à caractère écologique : en octobre-novembre 2024 à Cali en Colombie sur la biodiversité ; en décembre 2024 à Busan en Corée du Sud sur la lutte contre les matières plastiques ; en décembre 2024 à Riyad en Arabie Saoudite sur la désertification. Les résultats ont été mitigés et se sont souvent butés contre l'intransigeance des pays riches de ne pas s'acquitter des contreparties ou des compensations liées aux effets de réchauffement climatique à cause des productions polluantes ;
- la tenue de la 3e Edition du Sommet NUTRITION GROWTH que Paris a accueilli du 25 au 28 mars 2025. Ce Sommet a réuni de nombreux acteurs internationaux, des humanitaires, des représentants des groupes associatifs, des philanthropes ainsi que les délégués du secteur public et privé. En effet la malnutrition est devenue un enjeu de santé publique primordial

dans les pays en développement, notamment les pays en conflit ou post-conflit, comme la RDC ;

- le 05 mai 2025, la Banque Mondiale a consenti l'octroi de 250 millions de dollars pour financer les études de la construction du projet INGA III, sur un montant global de 14 milliards de dollars comme intervention globale du prêt ;
- le 04 mai 2025, la RDC a été élue comme membre du Conseil de Sécurité non-Permanente de l'ONU par 183 pays sur 187 qui ont voté pour cette élection ; le Rwanda, la République du Congo, le Kenya et l'Ouganda se sont abstenus ou ont voté contre.

• Au niveau national :

- l'exacerbation des conflits à l'Est de la RDC, avec l'accumulation et l'ampleur des actes de prédations des minerais stratégiques et les violences de tout genre, mais également avec bon nombre de conciliabules internationaux à résultats mitigés, notamment à Luanda, à Nairobi et à Dar-Es-Salaam. Cependant la ligne rouge a été franchie avec la prise par les rebelles, soutenus par le Rwanda, des villes de Goma et de Bukavu, en janvier-février 2025 ;
- les annonces de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat sur la ré-visitation de la Constitution congolaise, et l'agitation qui s'en est suivie diversement à partir des états-majors politiques (3e trimestre 2024) ;
- le 15 mars 2025, à l'invitation de son Autorité Morale, Son Excellence Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, une réunion de « l'Union Sacrée de la Nation » s'est tenue à Kinshasa, avec une annonce-choc de la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » ;
- l'entrée sur la scène géopolitique congolaise (au courant du 1er trimestre 2025) des Chefs religieux de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) et de l'Eglise du Christ au Congo (ECC), auprès des acteurs politiques congolais de toutes tendances ainsi que des partenaires internationaux, y compris des Chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que des responsables de certaines institutions continentales et régionales avec comme objectif, la quête d'une paix durable à travers un « Pacte Social pour la Paix et le Vivre-Ensemble » ;
- les interventions de la société civile et des milieux universitaires (notamment les membres de l'Institut Congolais d'Etudes Avancées (ICEA) et ceux de l'Académie des Sciences, Lettres et Arts (ACCOS) en vue de « gagner la paix », en dénonçant, pièces à conviction scientifiques à l'appui, les violences, les exactions, les prédations du Rwanda et de ses affidés ;
- la rencontre à Qatar le 18 mars 2025 des Présidents de la RDC, SE Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, et du Rwanda, SE Monsieur Paul Kagame, en vue d'un « cessez-le-feu immédiat et inconditionnel ».
- le transfert du mandat de la médiation de la guerre dans la région des Grands Lacs à l'Union Africaine, sous la conduite du Président togolais Gnassingbé Eyadema ainsi que de l'ancien

Président nigérian Olusegun Obasanjo (mars-avril 2025). Entretemps le Qatar a continué à offrir ses bons offices, parrainé par les Etats-Unis d'Amérique ;

- le 05 mai 2025, 75 Prix Nobel dont Denis MUKWEGE, toutes disciplines confondues à travers le monde, ont signé un mémorandum et l'ont adressé à Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU, afin d'alerter la Communauté Internationale sur les massacres qui sont perpétrés à l'Est de la RDC. Ils ont réclamé le départ des troupes envahisseuses rwandaises et l'arrêt des hostilités et des massacres de la part des groupes armés soutenus par le Rwanda. Par ailleurs, ces Icones de la paix et de la science, ont exprimé leur réserve sur une paix qui se négocierait sur la base d'une sorte de troc avec des transactions purement commerciales. Cette position rejoint celle d'autres acteurs sociaux tels que la Synergie des Réseaux des Femmes pour la Paix et la Sécurité, la Coalition PAIX-PEACE, les Doyens de la Société Civile, la Dycod, la Campagne pour la Paix, la PALABRE, …
- le vendredi 27 juin 2025, sous la modération des Etats-Unis d'Amérique a été signé à Washington, l'accord de principe concernant la paix entre le Rwanda et la RDC. Ses termes prévoient le retrait des troupes rwandaises de l'Est de la RDC au cours des 90 prochains jours et la fin du soutien aux milices des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)

Avis du CES sur la géopolitique et ses enjeux

Compte tenu de l'actualité « brûlante » et de la tournure de plus en plus remuante et vertigineuse de la géopolitique mondiale, le CES a décidé de dresser une analyse dialectique et critique des forces et des faiblesses, et d'en tirer les leçons utiles pour une République Démocratique du Congo réconciliée avec elle-même, au nom de la paix et du développement.

S'agissant des **forces**, l'Avis insiste sur les atouts d'un peuple congolais de génie et d'énergie insoupçonnés, malgré les crises socioéconomiques et sécuritaires dont il est victime. Toute la littérature de l'anthropologie culturelle de la RDC ne rassure-t-elle pas à propos des fondamentaux populaires et séculaires de **résilience** aux diverses oppressions hier et aujourd'hui, de **mobilité** entreprenante, de **dialogue interculturel** progressiste, **d'inventivité** créatrice et féconde.

En revanche, les forces de la géopolitique interne et externe portent paradoxalement les germes de leurs propres **faiblesses**.

La guerre de l'Est de la RDC montre à quel point l'Etat congolais devrait redoubler d'efforts non seulement dans une autocritique méliorative sur la gouvernance et la rationalité managériales, sur l'éthique et la déontologie professionnelles, mais surtout sur le raffermissement et le renforcement des forces armées du point de vue des recrutements, de la formation, des équipements modernes, et des stratégies aguerries.

La guerre a révélé certaines trahisons dans la chaine de commandement des forces armées et une immense prédation des ressources minières et forestières congolaises. Tout cela illustré par le Rapport du Groupe des Experts des Nations -Unies du 09 juillet 2024, révèle l'ampleur des pillages économiques orchestrés par le Rwanda et ses affidés.

Du point de vue de la géopolitique et de l'économie mondiales, l'Avis insiste sur la vigilance à observer par l'Etat congolais quant aux processus complexes des projets industriels à caractère régional, et généralement à la merci des multinationales. C'est le cas du « Corridor de Lobito » (acheminement des minerais sur le port de Lobito à partir de la RDC, de la Zambie et de l'Angola), des atermoiements à la construction d'un port en eaux profondes à Banana (afin de désenclaver le port fluvial de Matadi et d'ouvrir d'autres circuits de transport multimodal), ou encore de l'initiative controversée du Pont-Route-Rail Kinshasa-Brazzaville.

De même, dans le domaine écologique, le CES attire l'attention sur les autres formes de bradage ou de détournement des ressources de la biodiversité d'un « pays-solution » qu'est la RDC, « poumon de l'Afrique et du monde ».

Faiblesses et préconisations

C'est pourquoi, compte tenu de l'état des lieux, y compris dans des projets pérennes, patrimoniaux et d'une certaine façon « régaliens » comme l'Education et la Culture ou dans ceux, sensibles, de sécurité, de défense et de gouvernance sociopolitique, le CES en auto saisine émet des préconisations à la bonne attention des différentes institutions majeures de la RDC (SE Monsieur le Président de la République, le Parlement, le Gouvernement).

Les thématiques retenues de ces préconisations peuvent s'énoncer de la manière suivante :

- Géopolitique nationale (situation géographique centrale et responsable de la RDC en Afrique) ;
- Gouvernance citoyenne et républicaine en vue du développement national intégral ;
- Géopolitique diplomatique à la fois en « Hard » et en « Soft Power », selon les interférences internationales.

Conclusion

> En fin de compte, la situation géographique de la RDC, cœur battant de l'Afrique battante, mais contredite par des défis de gouvernance et de persistance des tensions (notamment à l'Est), expose le pays à des faiblesses structurelles au regard du développement. Mais la résilience tenace des jeunes Congolais, en faveur du changement des mentalités, est un motif d'espoir et d'engagement.

> L’on comprend que le CES ait préconisé un certain nombre de mesures courageuses et concrètes en termes de souveraineté économique et géopolitique, mais également en termes de devoir de savoir, de devoir de savoir-faire, de devoir de mémoire, tout cela adapté à une modernité agissante et progressiste.